

Pékin : le sprint final

Autor(en): **Klein, Sylviane**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **83 (1995)**

Heft 8-9

PDF erstellt am: **25.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-280734>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

PEKIN: le sprint final

Des milliers de femmes et d'hommes se retrouveront dans quelques jours à Pékin à l'occasion de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Petit tour d'horizon avant le dernier round.

Epreuve de force

Du 4 au 15 septembre, un nombre record de femmes assisteront à la Conférence de Pékin et plus de 35 000 au Forum des ONG organisé en parallèle.

Les effectifs des ONG de femmes se sont accru de manière exponentielle, tandis que se développaient leur force et leurs connaissances ainsi que leur travail de lobbying, acquis en particulier lors des Conférences de Rio, de Vienne, du Caire et de Copenhague.

Au cours du processus de près de trois ans qui a conduit à la Conférence de Pékin, le projet de Plate-forme d'action (connu aussi comme le Programme pour l'Égalité) est passé de 25 pages à quelque 150, ce qui reflète un apport considérable dû aux réseaux d'ONG internationales et aux recommandations adoptées par les conférences régionales des Nations Unies, les gouvernements, la Commission du statut de la femme et les groupes d'experts réunis par le Secrétariat.

Un pourcentage évalué à 40% du contenu du document élaboré lors du dernier Comité préparatoire (15 mars - 7 avril, New York) se trouve entre crochets, les points litigieux entrant dans plusieurs catégories. Les défis venaient du Saint-Siège et d'une petite minorité d'Etats membres qui soutiennent un rôle restrictif et traditionnel des femmes. Ils ont mis en cause le langage, convenu lors de conférences antérieures sur les droits de la femme en tant que personne, au sein de la famille et d'institutions, et en particulier celui relatif à ses droits sexuels et droits à la procréation, à la santé et aux structures familiales. Le langage controversé couvrait aussi l'interprétation et l'universalité des droits de la personne, le rôle des cultures et des religions et la violence à l'égard des femmes, nombre de ces points contestés ayant fait pourtant l'objet d'un accord à Vienne et au Caire.

D'autres points de désaccord ont émané des recommandations sur les échanges, le marché, l'environnement et l'orientation de l'économie mondiale, ces enjeux reflétant la division Nord-Sud. La plupart des paragraphes mis entre crochets sur ces questions ont été acceptés lors du Sommet Social à Copenhague qui a reconnu que l'accroissement du pouvoir politique, économique et social des femmes était un moyen d'éliminer la pauvreté, le chômage

et la désintégration sociale. Les pays riches, peu disposés à fournir des ressources appropriées pour mettre en œuvre les idées de changement et les mécanismes institutionnels, ont aussi introduit des parenthèses autour des paragraphes qui demandaient plus que ce qu'ils étaient prêts à donner.

Un sérieux pas en arrière?

«Comparé aux Stratégies prospectives adoptées en 1985, le projet de Plate-forme d'action de Pékin représente un sérieux pas en arrière». Telle est l'opinion de l'organisation faitière des femmes d'Europe Women In Development Europe (WIDE) exprimée dans un communiqué récemment publié en réaction au projet. WIDE, qui a joué un rôle clé en faveur des droits à la procréation et des droits économiques au Caire et à Copenhague, craint que la Conférence de Pékin ne soit décevante. WIDE retient entre autres le paragraphe sur la pauvreté et critique le fait qu'on exhorte les ONG à mettre en œuvre les recommandations sans leur donner de ressources fi-

Quatre conférences de l'ONU sur les femmes

1975, Mexico. La première Conférence a élaboré un Plan d'action qui a conduit l'Assemblée générale de l'ONU à adopter, quatre ans plus tard, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, que 133 Etats ont signée à ce jour. Mais pas la Suisse.

1980, Copenhague. La Conférence a adopté un Programme d'action qui mettait l'accent sur l'éducation, l'emploi et la santé.

1985, Nairobi. La Conférence avait mission d'évaluer les progrès accomplis et les obstacles rencontrés. Elle a adopté des Stratégies pour la promotion de la femme d'ici l'an 2000, fixant un cadre d'action destiné à promouvoir l'accroissement du pouvoir des femmes et l'exercice de leurs droits.

1995, Pékin. La Commission de la condition de la femme au sein de l'ONU a révélé que, si la communauté mondiale était devenue plus consciente, la mise en œuvre des Stratégies semblait par contre s'être essouffée. La quatrième Conférence vise à réanimer ce dynamisme et à adopter une nouvelle plate-forme visant à éliminer la pauvreté, supprimer les inégalités en matière de formation et d'éducation, garantir l'accès à la santé, à l'emploi et à la participation effective des femmes à l'activité économique et politique, à améliorer l'image des femmes dans les médias, à éliminer la violence à leur encontre.



Rencontre entre Gertrude Mongela et Jean-Paul II. Derrière les sourires, de nombreux désaccords.

(Photo Felici, ONU, 26 mai 1995).

nancières. Elle dénonce en particulier le déséquilibre qui existe dans le texte entre les recommandations faites au FMI et à la Banque mondiale (les programmes d'ajustement structurel conduisent souvent à une féminisation de la pauvreté) et celles concernant les ONG. WIDE demande que les ONG ne soient pas chargées de vaincre la pauvreté à la place de ceux qui ont créé les structures qui la perpétuent. L'organisation s'inquiète également d'une interprétation trop étroite dans le texte du rôle des femmes comme mères et protectrices.

Emplacement et concessions

Lorsque le Comité organisateur chinois a annoncé, en avril, un plan de dernière minute prévoyant le déplacement du Forum des ONG, qui serait installé non pas au centre de Pékin mais à une heure du lieu de réunion officiel de l'ONU, les ONG du monde entier ont décidé de se battre. Depuis lors, elles ont bruyamment mené campagne pour disposer d'un emplacement plus adéquat, en faisant valoir qu'on leur dérobaient un point central.

Environ 1300 ONG ont obtenu l'autorisation de participer au Forum (30 août au 8 septembre); mais les hôtes chinois ont provoqué un tollé de protestations en Occi-

dent, accompagné de rumeurs de boycottage, lorsqu'ils ont décidé, en avril, que les manifestations n'auraient pas lieu au Stade des Travailleurs (dans le centre de Pékin) mais en campagne, à Huairong.

Le 8 juin, les organisateurs du Forum global des ONG ont accepté la décision controversée de la Chine de déplacer le lieu des manifestations, mais seulement après avoir obtenu en contrepartie une forte augmentation du nombre autorisé de participants.

Selon les termes du compromis, les organisateurs ont accepté l'emplacement de Huairong en échange de plusieurs concessions de la part de la Chine, notamment un net relèvement du nombre de personnes autorisées à participer, soit de 20 000, limite fixée initialement par la Chine, à 36 000. Le pays hôte a également accepté d'installer jusqu'à 3500 lignes téléphoniques internationales et d'assurer les transports nécessaires par bus entre Huairong et le lieu où se tiendra la conférence des Nations Unies, répondant ainsi à deux vives préoccupations du comité organisateur des ONG.

L'emplacement de Huairong a été rejeté par certains groupes de femmes qui l'ont jugé non seulement trop éloigné mais aussi inadéquat. Pour résoudre ce problème, Pékin a accepté d'y créer un lieu de réunion central de 42 hectares pour les activités de grande envergure. Les organisateurs

ont longuement insisté sur la nécessité de disposer d'un lieu de réunion principal, comptant au moins 6000 places, pour tenir les séances plénières; ils craignaient en effet qu'en l'absence d'un tel lieu, le Forum soit dépourvu de pôle de convergence.

Les Chinois ont estimé que le Stade des Travailleurs ne pouvait convenir en raison de problèmes structurels, mais on indique de source officielle qu'il s'agit en fait d'un prétexte: les responsables de la ville et du parti communiste craindraient que des groupes de femmes n'organisent des manifestations embarrassantes sur la place Tiananmen ou en d'autres endroits du centre ville.

Un train pour la paix

Malgré les difficultés, les organisatrices non gouvernementales comptent bien faire du rendez-vous de Pékin un événement. A cet effet, trois trains emmèneront les déléguées en Chine. Le «Train pour la paix» est parti le 7 août d'Helsinki. Organisé par la Ligue internationale des femmes pour la paix à l'occasion de son 80^e anniversaire, le convoi emmènera en trois semaines 250 femmes engagées de l'Europe de l'Est jusqu'en Chine. Le train traversera des régions stratégiques, comme la Turquie ou le Kazakhstan. A chacune des étapes, des rencontres avec des groupes locaux de femmes permettront de débattre du thème de la Paix en rapport avec les difficultés spécifiques de chaque région. Le voyage sera l'occasion d'un «carnet de route», reportage filmé qui sera diffusé dès décembre. Voyage par le rail également pour le convoi «Femmes en train pour Pékin», dont le départ a été sifflé le 19 août à Paris et le «Beijing Express», organisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement, qui a quitté Varsovie le 20 août.

Au début du mois d'août, alors que certaines Suissesses étaient déjà en route dans le train parti d'Helsinki, «aucune des participantes au rendez-vous de Pékin n'avait reçu de confirmation officielle émanant d'un hôtel, document pourtant indispensable à l'obtention du visa d'entrée décerné par les ambassades chinoises» indiquait Danielle Bridel, membre du Comité d'organisation du Forum des ONG. Reste donc à savoir combien, parmi les 33 000 femmes inscrites au forum de Pékin obtiendront le laissez-passer.

Une chose est sûre, les représentantes des femmes tibétaines ne seront pas du voyage. Ainsi en a décidé le Conseil économique et social réuni à Genève le mois dernier. Onze seulement des dix-neuf ONG qui tentaient de recevoir une accréditation ont été agréées. Parmi les exclues figurent toutes les représentantes des femmes tibétaines.

Sylviane Klein

LE VATICAN VEUT-IL COURTISER LES FEMMES?

Grande première au Vatican: le Pape Jean Paul II recevait, en mai dernier, la secrétaire-générale de la IV^e Conférence sur les femmes, la Tanzanienne Gertrude Mongela, la porte-parole de cette conférence, la Française Thérèse Gastaut, et la représentante de l'ONU à Rome, la Libanaise Nadia Younes.

Certes, aucun changement révolutionnaire, n'a filtré du Saint-Siège, en ce qui concerne la planification familiale et l'interruption de grossesse, principales pierres d'achoppement entre les femmes et le Pape, mais la rencontre entre ce dernier et ses trois invitées «fut très enrichissante», reconnaît Thérèse Gastaut.

Pour Jean Paul II, la Conférence des Nations Unies sur les femmes doit avant tout «défendre leurs droits dans le travail et la société, mais éviter une vision individualiste de la femme, éloignée de ses besoins réels». Dans un message écrit, remis à Mme Mongela, le Pape s'est inquiété du risque d'une conférence qui «recommanderait des actions bien éloignées des besoins de la vie réelle et des aspirations des femmes». Tout en soulignant que «l'égalité et la dignité de l'homme et de la femme ne signifient pas qu'il faille la considérer comme semblable à l'homme. Cela appauvrirait les femmes et l'ensemble moral qu'il implique, ainsi que ceux du conditionnement de la société, si l'on déformait ou si l'on perdait de vue la richesse unique et intrinsèque de la féminité».

Le Pape a de tout temps considéré la famille comme l'élément central de la société. Lors de sa rencontre avec Mme Mongela, il a mis en garde les futures participantes de la réunion de Pékin contre «la conception erronée, qui affirme que la maternité est oppressive pour les femmes», et il a exhorté les femmes à «ne pas se sentir coupables» de rester au foyer pour éduquer leurs enfants. Tout en soulignant: «il est loin des intentions du Saint-Siège de vouloir limiter l'influence et l'activité de la femme dans la société. De profonds changements sont requis dans les attitudes et l'organisation de la société pour faciliter la participation de la femme à la vie publique. La femme doit pouvoir utiliser tous ses talents et exercer tous ses droits pour construire la société».

Un mois plus tard, Jean Paul II, dans une longue lettre ouverte, rendait hommage aux femmes: «Elles préservent souvent ce qui reste de dignité humaine, dans les tragédies de la pauvreté, des guerres et des migrations. Beaucoup reste encore à dire et à écrire sur l'énorme dette contractée par l'homme envers la femme dans tous les secteurs du progrès social et culturel».

Le Pape a également affirmé que la délégation du Saint-Siège serait dirigée par une femme. Un cadeau empoisonné pensent bien des féministes exaspérées par l'intransigeance du Souverain du Vatican sur bien des chapitres de la vie des femmes.

Luisa Ballin

Source: *L'interdépendant*, bulletin d'information du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, juillet 1995.